

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

## Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage , Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Defence Communications Division. (QD)  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III, 8C2  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> OCPN pour Équipement radio des unit OCPN pour Équipement radio des unit	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60QD-233104/A	<b>Date</b> 2022-11-09
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60QD-233104	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$QD-031-28852
<b>File No. - N° de dossier</b> 031qd.E60QD-233104	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2022-12-20</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Sparkes, Michelle	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 031qd
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873)455-1558 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> <div style="text-align: center;">Specified Herein Précisé dans les présentes</div>	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
<b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>DÉFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>4</b>
1.1 INTRODUCTION .....	4
1.2 SOMMAIRE .....	5
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	6
1.4 COMPTE RENDU.....	6
1.5 OFFRE.....	6
1.6 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES ( PCSP) .....	6
1.7 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS – UTILISATEURS OPTIONNELS .....	6
1.8 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	7
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>7</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	7
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	8
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	8
2.4 LOIS APPLICABLES.....	8
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS .....	9
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	9
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>12</b>
4.1 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES ( PCSP) .....	12
4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	15
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION – NOTE COMBINÉE LA PLUS HAUTE SUR LE PLAN DU MÉRITE TECHNIQUE ET DU PRIX POUR CHAQUE VOLET.....	16
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE .....	18
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	18
<b>PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>20</b>
A.OFFRE À COMMANDES .....	20
6.1 OFFRE.....	21
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	21
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	21
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	22
6.5 RESPONSABLES.....	23
6.6 UTILISATEURS AUTORISÉS .....	23
6.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES .....	26
6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE.....	26
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	27
6.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	27
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	28
6.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	28

6.13	CONDITION DU MATÉRIEL - CONTRAT .....	29
6.14	LOIS APPLICABLES .....	29
6.15	TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	29
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	29
1	BESOIN.....	29
2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	30
3	DURÉE DU CONTRAT.....	30
4	PAIEMENT .....	31
5	CLAUSES DU GUIDE DES CUA .....	31
6	PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE FACTURES – COMMANDE SUBSÉQUENTE .....	32
7	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	32
8	ASSURANCES.....	32
9	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	32
	ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES BESOINS.....	34
	ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT .....	35
	ANNEXE « C » FORMULAIRE PWGSC-TPSGC 942- COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES 36	
	ANNEXE « D » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....	37
	ANNEXE « E » PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	38
	ANNEXE « F-1 » SINGLE BAND MANDATORY COMPLIANCE MATRIX_ MATRICE OBLIGATOIRE DE BANDE UNIQUE 29Oct22.....	40
	ANNEXE « F-2 » DOUBLE BAND MANDATORY COMPLIANCE MATRIX_ MATRICE OBLIGATOIRE DE BANDE DOUBLE 29Oct22 .....	40
	ANNEXE « F-3 » MULTI BAND MANDATORY COMPLIANCE MATRIX_ MATRICE OBLIGATOIRE DE BANDE MULTIPLE 29Oct22 .....	40
	ANNEXE « F-4 » DVRS BAND MANDATORY COMPLIANCE MATRIX_ MATRICE OBLIGATOIRE DE DVRS 29Oct22 .....	40
	ANNEXE « G-1 » SINGLE BAND RATED MATRIX_ MATRICE COTE DE BANDE UNIQUE 29Oct22ANNEXE « G-2 » DOUBLE BAND RATED MATRIX_ MATRICE COTE DE BANDE DOUBLE 29Oct22ANNEXE « G-3 » MULTI BAND RATED MATRIX_ MATRICE COTE DE BANDE MULTIPLE 29Oct22ANNEXE « G-4 » DVRS RATED MATRIX_ MATRICE COTE DE DVRS 29Oct22 .....	40
	ANNEXE « H-1 » SINGLE BAND FINANCIAL OFFER TABLE_ BANDE UNIQUE TABLE DE L'OFFRE FINANCIERE.....	40
	ANNEXE « H-2 » DOUBLE BAND FINANCIAL OFFER TABLE_ BANDE DOUBLE TABLE DE L'OFFRE FINANCIERE...	40
	ANNEXE « H-3 » MULTI BAND FINANCIAL OFFER TABLE_ BANDE MULTIPLE TABLE DE L'OFFRE FINANCIERE	
	ANNEXE « H-4 » DVRS FINANCIAL OFFER TABLE_ DVRS TABLE DE L'OFFRE FINANCIERE.....	40

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60QD-233104/A  
N° de réf. du client - Client Réf. No.  
M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID  
031qd  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

## Définitions

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

### « Utilisateur autorisé »

Désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes;

### « Utilisateur fédéral désigné »

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F-11;

### « Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, selon le cas, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) auxquels le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services et mécanismes d'approvisionnement. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, désignées dans l'offre à commandes;

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **Relation mandant-mandataire**

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada.

En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

### **Offre**

En présentant une offre, l'offrant propose de fournir et de livrer les biens, les services, ou combinaison de biens et de services, décrits dans l'offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur désigné demande, le cas échéant, les biens, les services, ou une combinaison de biens et de services, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

### **Clause d'exclusion**

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;                                                                                                                                                                                                            |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;                                                                                                                                                              |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;                                                                                                                           |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et                                                                                                                                                                                                |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins, la Base de paiement, les Instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et d'autres annexes.

Les annexes suivantes sont jointes à la présente demande d'offres à commandes et en font partie intégrante :

Annexe A – l'Énoncé des besoins

Annexe B – la Base de paiement

Annexe C – Formulaire PWGSC-TPSGC 942- Commande subséquente à une offre à commandes

Annexe D - les Instruments de paiement électronique

Annexe E - le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

Annexe F – Matrice de conformité aux exigences obligatoires

Annexe G – Matrice de conformité aux exigences cotées

Annexe H – Table de l'offre financière

## 1.2 Sommaire

1.2.1 Le Canada doit établir quatre (4) offres à commandes principales et nationales (OCPN) aux utilisateurs autorisés pour l'acquisition d'équipement radio selon les volets ci-après :

Volet 1 de l'offre à commandes : unités de radio à bande unique

Volet 2 de l'offre à commandes : unités de radio à bande double

Volet 3 de l'offre à commandes : unités de radio à bande multiple

Volet 4 de l'offre à commandes : systèmes de répéteur véhiculaire numérique (DVRS)

Le Canada peut combiner les volets qui seront gagnés par le même offrant.

Une liste des provinces et des territoires qui ont montré un intérêt à l'égard des commandes subséquentes à l'offre à commandes : la liste est disponible sous la Partie 6 - Offre à commandes - Utilisateurs autorisés

Seulement les utilisateurs autorisés auront la permission d'émettre des commandes subséquentes à l'OCPN. Une liste des utilisateurs autorisés sera offerte au *insérer* – Utilisateurs autorisés.

1.2.2 Les offrants peuvent proposer une offre pour un seul des volets de l'offre à commandes ou pour plusieurs. S'ils soumettent des offres pour plusieurs volets, chaque offre doit être distincte. Il doit être possible d'évaluer chaque offre individuellement sous le volet de l'offre à commandes sous lequel elle est soumise. Les renvois à d'autres offres ne sont pas permis. Si l'information requise dans une offre visant un volet de l'offre à commandes n'est pas fournie, on considérera que cette information n'a pas été fournie, et ce, même si elle est fournie dans une offre visant un autre volet de l'offre à commandes.

1.2.3 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.4 Les points de livraison sont partout au Canada et seront spécifiés sur chaque offre à commande.

1.2.5 Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 6A - Offre à commandes et la partie 6B - Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.2.6 La présente DOC doit utiliser aux offrants d'utiliser le service Connexion de la SCP offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

### 1.3 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité.

### 1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### 1.5 Offre

En présentant une offre, l'offrant propose de fournir et de livrer les biens, les services, ou une combinaison des deux, décrits dans l'offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur désigné pourrait demander les biens, les services, ou une combinaison des deux conformément aux modalités énoncées dans l'offre à commandes.

### 1.6 Processus de conformité des soumissions en phases ( PCSP)

Le Processus de conformité des soumissions en phases ( PCSP) s'applique à ce besoin.

### 1.7 Divulcation de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les définitions suivantes s'appliquent uniquement à cette disposition :

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisés par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux d'une province. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les utilisateurs optionnels peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou une combinaison des deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si

nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

## **1.8 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006 \(2022-03-29\)](#) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 3 du document [2006](#) *Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels*, est modifié comme suit :

Conformément à la [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) (L.C., 1996, ch. 16), les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la DOC, l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi et font partie intégrante de la DOC, de l'offre à commandes et de tout contrat découlant de l'offre à commandes comme si elles étaient formellement reproduites dans la DOC, l'offre à commandes et tout contrat subséquent.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours



---

Insérer : 120 jours

### 2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

M1004T (2016-01-28) - Condition du matériel - offre

## 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Remarque : Les offrants doivent soumissionner en utilisant le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour la clôture des offres au Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

[tpsgc.pareceptiondessoumissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.pareceptiondessoumissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion de la SCP si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.»

« En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées. »

## 2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **10** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat subséquent seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur gré, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre soit remise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadiens indiqué et en insérant celui de la province ou du territoire canadiens de leur

choix. Si aucune modification n'est apportée, l'offrant est considéré comme ayant donné son consentement aux lois applicables, comme décrit aux présentes par le Canada.

## 2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrans potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrans à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrans devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrans devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant doit envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006 (2022-03-29). Le système Connexion de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

#### Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrans devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

- a) L'Annexe A contient les exigences techniques obligatoires et cotées.
- b) Pour être jugées recevables, les offres techniques doivent répondre à toutes les exigences obligatoires énumérées à l'Annexe A.
- c) Seules les offres techniques jugées recevables à l'égard de toutes les exigences obligatoires seront évaluées en fonction des exigences cotées énumérées à l'Annexe A.
- d) Les offres techniques doivent traiter toutes les exigences de l'Annexe A – Énoncé des besoins, paragraphe par paragraphe, en utilisant le même système de numérotation et

remplissant l'Annexe F correspondante (F-1, F-2, F-3 ou F-4, s'il y a lieu) et l'Annexe G correspondante (G-1, G-2, G-3 ou G-4, s'il y a lieu).

- e) Les offrants doivent inclure une copie électronique des pièces et des services proposés par le fabricant étayées par des renseignements (p. ex. spécifications techniques de l'équipement, dessins, brochures techniques, rapports d'essais et spécifications électriques et/ou mécaniques) pour démontrer la conformité aux exigences.
- f) Les offrants peuvent proposer une seule offre visant un seul modèle d'équipement radio des unités d'abonné énumérés à l'Annexe A ou proposer différentes offres pour différents volets de l'offre à commandes (c.-à-d. des propositions pour plusieurs versions ou modèles). Toutefois, chaque version ou modèle d'équipement radio des unités d'abonné doit satisfaire à toutes les exigences applicables; sinon, la version ou le modèle ne sera pas accepté en tant qu'équipement radio des unités d'abonné disponible en vertu d'un volet de l'offre à commandes.
- g) Les offrants peuvent formuler des commentaires soulignant les points forts de leur réponse, les approches de rechange permettant d'obtenir des résultats similaires, les limites de leur réponse ou autre renseignement qu'ils jugent pertinent pour l'évaluation de leur offre.
- h) La bonne exécution des essais (le cas échéant) durant le processus de DOC ne constitue pas une acceptation par le Canada ou par tout utilisateur autorisé des biens ou services proposés par un offrant ou qui pourraient être fournis aux termes de tout contrat subséquent, y compris les vices apparents ou cachés. Les travaux réalisés aux termes d'un contrat sont toujours assujettis à une inspection, à des essais et à l'acceptation, comme le stipule le contrat.

#### **Matrice de conformité aux exigences techniques obligatoires**

- a) Les offrants doivent utiliser l'Annexe F (F-1, F-2, F-3 ou F-4) – Matrice de conformité aux exigences obligatoires qui accompagne la DOC et fournir des réponses à chacune des cellules applicables pour chaque article indiqué.
- b) Ils doivent inscrire leurs réponses dans la Colonne *Conformité* et des précisions sur les références dans la Colonne *Référence dans l'offre technique*, et ce, pour chaque article indiqué.
- c) Dans la Colonne *Conformité*, les offrants doivent indiquer uniquement si l'offre est conforme ou non conforme à l'exigence indiquée sous chaque article en inscrivant « Conforme » ou « Non conforme » dans la cellule correspondante. Une réponse « conforme » signifie que l'offrant se conforme pleinement à l'exigence.

Toute autre réponse relativement à la conformité (par exemple « Noté », « Partiellement conforme »), les renvois à d'autres parties de l'offre (par exemple « voir la section x ») ou l'absence de réponse auront pour effet de rendre l'offre non recevable et de l'écarter sans autre examen.

- d) Les offrants doivent fournir des références détaillées (spécifications) sous la Colonne *Référence dans l'offre technique*. Le fait de ne pas le faire rendra l'offre non recevable et l'offrant ne pourra plus participer au processus de sélection. Afin de faciliter l'évaluation par le Canada et de lui permettre de trouver facilement cette information, les offrants doivent fournir le titre, le numéro de page et l'emplacement exact des brochures, des documents ou autres matériels fournis avec l'offre afin d'en démontrer la conformité.
- e) Les offrants doivent indiquer dans la Colonne *commentaires du soumissionnaire* toute information supplémentaire jugée nécessaire en ce qui concerne les pièces proposées.

S'il faut plus d'espace pour fournir une réponse, les offrants peuvent fournir un complément d'information dans les documents justificatifs et inscrire des renvois à ces documents dans la Colonne *commentaires du soumissionnaire*. Il incombe à l'offrant d'indiquer clairement le lien entre l'exigence et la façon dont les documents justificatifs répondent à l'exigence. Le manque de clarté pourrait avoir comme conséquence que l'information ne sera pas prise en considération au moment de l'évaluation de l'offre. Les documents justificatifs doivent accompagner l'offre ou être soumis avant la fin de la période de sollicitation d'OCPN. Le Canada ne cherchera pas à obtenir l'information qui est mentionnée dans une offre, mais qui n'y est pas jointe.

### Matrice de conformité aux exigences techniques cotées

- a) Les offrants devraient utiliser l'Annexe G (G-1, G-2, G-3 ou G-4, selon le cas) – Matrice de conformité aux exigences cotées qui accompagne la DOC et fournir des réponses à chacune des cellules applicables pour chaque article indiqué.
- b) Ils devraient inscrire leurs réponses dans la *Référence dans l'offre technique* pour chaque article indiqué.
- c) Les offrants devraient fournir des références détaillées dans la Colonne *Référence dans l'offre technique*. Afin de faciliter pour le Canada l'évaluation des offres par rapport aux exigences cotées, les offrants devraient fournir le titre, le numéro de page et l'emplacement exact des brochures, des documents ou autres matériels fournis avec l'offre. Il incombe à l'offrant d'indiquer clairement le lien entre l'exigence et la façon dont les documents justificatifs répondent à l'exigence. Le manque de clarté pourrait avoir comme conséquence que l'information additionnelle ne sera pas prise en considération au moment de l'évaluation de l'offre. Les documents justificatifs devraient accompagner l'offre ou être soumis avant la fin de la période de sollicitation d'OCPN. Le Canada ne cherchera pas à obtenir l'information qui est mentionnée dans une offre, mais qui n'y est pas jointe.

### Section II : Offre financière

Les offrants doivent inclure dans leur offre financière l'Annexe H (H-1, H-2, H-3 ou H-4, selon le cas) – Table de l'offre financière, dûment remplie. Le montant total des taxes applicables non incluses.

#### 3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### 3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Processus de conformité des soumissions en phases ( PCSP)**

#### **4.1.1 (19-07-2018) Généralités**

(a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.

(b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du PCSP, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

(c) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2006 (2022-03-29) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada.

(d) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

#### **4.1.2 (13-03-2018) Phase I: Soumission financière**

(a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information requise par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.

(b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.

(c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.

(d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où dans la soumission financière des informations sont manquantes. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.

(e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'Avis.

(f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

(g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera uniquement la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.

(h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

(i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

#### **4.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique**

(a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du PCSP. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.



(b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (un rapport d'évaluation de la conformité ou REC) précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectées. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

(c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada, sauf dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.

(d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC et considérées comme non rencontrées, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière.

(e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

(f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et uniquement la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

(g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue avec les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire en réponse au REC. Si c'est le cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer la note finale pour la soumission.

(h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

(i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

#### **4.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission**

(a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.

(b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

### **4.2 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. Les offrants peuvent soumettre des offres pour un ou plusieurs volets d'offres à commandes.
- b) Il y aura 4 équipes d'évaluation différentes. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres pour chaque volet.

Volet 1 de l'offre à commandes : unités de radio à bande unique

Volet 2 de l'offre à commandes : unités de radio à bande double

Volet 3 de l'offre à commandes : unités de radio à bande multiple

Volet 4 de l'offre à commandes : systèmes de répéteur véhiculaire numérique

#### **4.2.1 Évaluation technique**

##### **4.2.1.1 Critères techniques obligatoires**

Les offres techniques seront évaluées à la lumière des exigences obligatoires de l'évaluation technique énoncées dans l'Annexe F (F-1, F-2, F-3 ou F-4) de la Matrice de conformité aux exigences obligatoires.

##### **4.2.1.2. Critères techniques cotés**

Les points techniques cotés sont indiqués dans l'Annexe G (G-1, G-2, G-3 ou G-4, selon le cas) – Matrice de conformité des exigences cotées.



---

Les offres techniques seront évaluées en fonction des critères d'évaluation technique cotée.

#### 4.2.2 Évaluation financière

L'offre financière sera évaluée comme suit:

- a. Les tableaux des offres financières sont fournis en format MS Excel pour chaque volet respectif dans l'Annexe H1, H2, H3 et H4. Les offrants doivent remplir la table de l'offre financière respective pour leurs offres financières.
- b. Les offrants doivent proposer des prix unitaires fermes, rendus droits acquittés (RDA), selon les Incoterms 2010, taxe d'accise et droits de douane canadiens inclus et taxes applicables en sus.
- c. Les offres financières seront évaluées en dollars canadiens. Les prix présentés en devises étrangères seront convertis en dollars canadiens en fonction du taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de propositions, et les valeurs converties ainsi obtenues seront utilisées aux fins de l'évaluation.
- d. Les offres financières seront évaluées en fonction des prix fournis par les offrants dans l'Annexe H – Table de l'offre financière. Aucun autre prix ou renseignement financier soumis ne sera évalué.
- e. Afin que l'offre financière puisse être jugée recevable, l'offrant doit fournir le numéro de pièce de l'offrant et le prix pour chaque unité (1 à 100, 101 à 250, 251 à 600, 601 à 1000 et plus de 1000) pour chaque objet (NIC (O) Obligatoire et NSA (C) Coté) dans la table d'offre financière. L'offrant peut suggérer des articles supplémentaires dans la section facultative « Articles suggérés par le fournisseur » de la table de l'offre financière.
- f. Aux fins de l'évaluation des offres, seuls les éléments marqués obligatoires et indiqués en **vert** seront utilisés de la table de l'offre financière.
- g. Aux fins de l'évaluation des offres, seuls les prix des colonnes marquées 1 à 100, 101 à 250, 251 à 600 pour chaque objet obligatoire seront additionnées et moyennées pour calculer le prix par objet obligatoire. Toutes les moyennes des prix des objets obligatoires seront additionnées et considérées comme le prix total de l'offrant.
- h. Ce prix total sera ensuite utilisé dans la formule spécifiée à la section 4.3.

#### 4.3 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix pour chaque volet

- 4.3.1 Pour être déclaré recevable, un volet de l'offre à commandes doit:
  - a. satisfaire à toutes les exigences de la DOC visant le volet de l'offre à commandes;
  - b. être conforme à toutes les exigences de la DOC visant le volet de l'offre à commandes;
  - c. inclure l'Annexe H – Tableau de présentation de l'offre financière pour ce volet de l'offre à commandes.
- 4.3.2 Les offres non-conformes aux points a), b) ou c) seront déclarées non recevables et seront rejetées d'emblée.
- 4.3.3 Les offrants qui soumettent des offres visant plus d'un volet de l'offre à commandes doivent indiquer, pour chaque volet de l'offre à commande, le prix proposé pour ce volet de l'offre à commandes, et ce, peu importe que des offres à commandes soient attribuées pour tous les volets de l'offre à commandes pour lesquels ils ont présenté des offres. Une offre qui dépend,

d'une manière quelconque, de l'acceptation de toutes les offres qui sont présentées, aura pour effet de rendre toutes les offres soumises non recevables et toutes ces offres seront rejetées d'emblée.

- 4.3.4 La sélection pour chaque volet de l'offre à commandes sera fondée sur la combinaison recevable la plus élevée sur le plan du mérite technique et du prix pour ce volet de l'offre à commandes. Le ratio sera de 60 % pour le mérite technique et de 40 % pour le prix.
- 4.3.5 Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque offre recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre maximal de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60 % pour ce volet de l'offre à commandes.
- 4.3.6 Afin de déterminer la note pour le prix, chaque offre recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40 % pour ce volet de l'offre à commandes.
- 4.3.7 Pour chaque offre recevable, la note du mérite technique et la note relative au prix seront additionnées afin d'obtenir la note combinée pour ce volet de l'offre à commandes.
- 4.3.8 L'offre recevable qui obtiendra le plus de points sur le plan technique ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie pour un volet de l'offre à commandes. L'offre recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes pour ce volet de l'offre à commandes.
- 4.3.9 Le tableau ci-dessous présente un exemple où l'ensemble des trois offres pour un volet de l'offre à commandes sont recevables et où la sélection de l'offrant se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$ (45).

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60 %) et du prix (40 %)

		Offrant 1	Offrant 2	Offrant 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de l'offre		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Note combinée		83.84	75.56	80.89
Classement		1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>

---

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration publié sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur offre ne soit pas rejetée dans le cadre du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

### **5.2.3 Niveaux de certification radio**

#### **En présentant une offre, l'offrant atteste:**

1. chaque unité de radio avait, au moment de la présentation de l'offre pour cette unité de radio, et maintiendra pendant toute sa durée de vie utile, une certification en vertu de la norme FIPS 140-2, conformément à l'Énoncé des exigences;
2. si les modifications devant être apportées à l'équipement de radio (modifications apportées au matériel ou aux logiciels, mises à niveau ou remplacement) risquent d'avoir une incidence sur la conformité de l'unité de radio avec la certification en vertu de la norme FIPS 140-2, l'unité devra être soumise au processus de certification en vertu de la norme FIPS 140-2, et l'obtenir, tel que requis pour recevoir la certification prévue au paragraphe 1 avant d'être fournie à tout utilisateur autorisé

---

## **PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A.OFFRE À COMMANDES**

#### **Définitions et interprétation**

**a) Définitions :** Dans cette offre à commandes, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 2009 – *offres à commandes – biens ou services – utilisateur autorisé* jointe aux présentes à l'annexe G s'appliquent ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

**b) Autres dispositions d'interprétation,** sauf indication contraire :

1. toutes les références d'une « section », d'un autre paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice de l'offre à commandes;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'offre à commandes dans son ensemble et non à une section ou une partie de celle-ci;
3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie de l'offre à commandes et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée de l'offre à commandes ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictif (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à l'offre à commandes, à un accord, à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans la présente offre à commandes renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;
9. tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

### **Principaux Termes**

#### **Définitions**

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

#### **« Utilisateur autorisé »**

Désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

#### **« Utilisateur fédéral désigné »**

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R. (1985), ch. F-11.

#### « Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris, selon le cas, le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère de TPSGC peut fournir un accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, lesquelles sont précisées au contrat.

#### « Renseignements généraux »

L'offrant fournira et livrera les biens, les services, ou les deux, décrits dans la présente offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur autorisé demande, le cas échéant, les biens, les services, ou les deux, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

#### « Relation mandant-mandataire »

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada. En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

#### « Clause d'exclusion »

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

### 6.2 Exigences relatives à la sécurité

#### 6.2.1 Aucune exigence relative à la sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 6.3.1 Conditions générales

Le document 2009 (2022-01-28) Conditions générales : Offres à commandes – biens ou services – utilisateurs autorisés, s'applique à l'offre à commandes et en fait partie intégrante.

**Les sections suivantes s'appliquent uniquement aux utilisateurs désignés du gouvernement fédéral :** Section 11 — Dispositions relatives à l'intégrité

### **6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services ou une combinaison des deux qu'il fournit aux utilisateurs autorisés dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent également comprendre tous les achats payés par le Canada au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données, en format électronique (format de feuille de calcul Excel), conformément aux exigences de rapport détaillées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1 avril au 30 juin

deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre

troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre

quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

## **6.4 Durée de l'offre à commandes**

### **6.4.1 Période de l'offre à commandes**

La période initiale de l'offre à commandes est de trois (3) ans, à compter de la date de l'établissement de l'offre à commandes (la « période initiale »), à moins qu'elle ne soit annulée ou prolongée, conformément aux dispositions prévues aux présentes.

### **6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes supplémentaire de 1 an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

### **6.4.3 Points de livraisons**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés dans chaque Formulaire PWGSC-TPSGC 942- Commande subséquente à une offre à commandes.

---

## **6.5 Responsables**

### **6.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

L'autorité responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Michelle Sparkes

Titre : Chef d'équipe

Services publics et Approvisionnement Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition des systèmes électroniques, de munitions et systèmes tactiques

Adresse : 11 rue Laurier, Gatineau, Québec K1A 0S5 Canada  
Immeuble Portage III Étage 6A2

Téléphone : 873-455-1558

Courriel : michelle.sparkes@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité responsable de l'offre à commandes doit s'occuper de la gestion de l'offre à commandes (y compris toutes les prolongations, les mises de côté et les annulations). Toute modification ou révision apportées à la présente offre à commandes doit être autorisée par écrit par l'autorité responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée de l'offre à commandes ni de travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes écrites ou orales ou d'instructions de toute personne autre que l'autorité contractante de l'offre à commandes. Tous les travaux effectués de la sorte sont au risque de l'offrant et à ses propres frais et ne doivent pas être facturés à un utilisateur autorisé, sauf sur entente contraire par écrit avec l'autorité contractante de l'offre à commandes.

### **6.5.2 Autorités contractantes**

Si une commande subséquente est émise par :

#### **Utilisateur fédéral désigné :**

L'autorité responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes des utilisateurs fédéraux désignés et les contrats subséquents.

#### **Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire :**

L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire qui passe la commande est l'autorité contractante pour la commande et les contrats subséquents.

### **6.5.3 Représentant de l'offrant**

À déterminer

## **6.6 Utilisateurs autorisés**

### **Utilisateurs fédéraux désignés**



Les utilisateurs fédéraux désignés autorisés à placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés dans les annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), chap. F-11.

### Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire

Les utilisateurs désignés des gouvernements provinciaux ou territoriaux suivants sont les seules entités autorisées à passer des commandes dans le cadre de cette offre à commandes.

Les participants de l'ICAC (incluant les organisations du secteur MESSS) suivants ont démontré leur intérêt à l'OC d'Équipement de radio portable et mobile P25 :

- **Le gouvernement de la province du Nouvelle-Écosse, y compris:**
  - Centre régional d'éducation centrale de Chignecto
  - Municipalité du Comté d'Inverness
  - Conseil scolaire régional de South Shore
  - Conseil scolaire régional de Tri-County
  - Université Saint Mary's
  - Municipalité de Shelburne
  - Municipalité du District de Chester
  - Police Régionale de New Glasgow
  - Université Dalhousie
  - Centre régional d'éducation d'Halifax
- **Le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, y compris:**
  - Ville de Moncton
  - Université Mount Allison
- **Le gouvernement des Territoires du Terre-Neuve-et-Labrador**
- **Le gouvernement des Territoires du Île-du-Prince-Édouard, y compris :**
  - Université de l'ÎPE
- **Le gouvernement de la province de l'Ontario, y compris :**
  - Ville de Toronto
  - Services de santé Grey Bruce
  - Ville de Huntsville
  - Université Carleton
  - Canton de Blandford-Blenheim
  - Ville de Collingwood
  - Canton de la Baie Georgienne
  - Services d'urgence et d'incendie d'Ajax
  - Comté de Northumberland
  - Police Provinciale de l'ontario (Bureau des services de la flotte, de l'approvisionnement et des armes)
  - Service de police de Toronto
  - Ville de Whitby
  - Canton de Strong
  - Région de Peel, ON
- **Le gouvernement de la province du Manitoba, y compris :**
  - Vehicles and Equipment Maintenance Agency (VEMA)
  - Division scolaire Frontier
  - Ville de Brandon
  - Ville de Winnipeg
  - Division scolaire Lakeshore
  - Santé de Prairie Mountain
  - Santé Sud
  - Office régional de la santé d'Entre-les-Lacs et de l'Est
  - Office régional de la santé du Nord

- Office régional de la santé de Winnipeg
- Soins communs Manitoba
- Université du Manitoba
- Ville de Le Pas
- Division scolaire Swan Valley
- Division scolaire St. James-Assiniboia
- Division scolaire Winnipeg
- Université de Winnipeg
- Action cancer Manitoba
- Division scolaire Brandon
- MR de Woodlands
- MR de Rosser
- Municipalité de Mossey River
- MR de Dauphin
- Municipalité rurale de Saint-François Xavier
- **Le gouvernement de la province du Saskatchewan**
  - Agence de la sécurité publique de la Saskatchewan
- **Le gouvernement de la province de L'Alberta, y compris :**
  - Ville de Lethbridge
  - Ville d'Edmonton
- **Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest**
- **Le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique**
- **Le gouvernement de la province de Yukon**

### Divulgaration de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes subséquentes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les entités du secteur MESSS qui n'ont pas été définies comme utilisateur autorisé de la présente offre à commandes (nommé ci-après « utilisateurs optionnels ») peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou les deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

## **6.7 Procédures pour les commandes**

Les commandes autorisées dans le cadre de cette offre à commandes doivent être passées en utilisant les formulaires déterminés ou leurs équivalents par télécopieur, par courrier électronique ou tout autre moyen considéré comme acceptable par l'utilisateur autorisé et l'offrant.

Un formulaire de commande subséquente ou un document équivalent doit être transmis au plus tard le jour ouvrable suivant une commande de biens par téléphone, par télécopieur ou par courriel. Ces commandes subséquentes constituent une acceptation de l'offre et un contrat pour les biens décrits dans la commande.

Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées avec la carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent bénéficier des mêmes prix et conditions que toute autre commande.

## **6.8 Instrument de commande**

### **6.8.1 Utilisateurs Fédéraux Désignés**

1. Les travaux seront autorisés ou confirmés par le formulaire PWGSC-TPSGC 942  
Commande subséquente à une offre à commandes à Annexe C.

Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs fédéraux désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

2. Lorsqu'un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente est utilisé, il doit contenir au minimum les renseignements suivants :
- le numéro de l'offre à commandes;
  - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées et acceptation de ces termes.
  - la description et le prix unitaire de chaque article;
  - la valeur totale de la commande subséquente;
  - le point de livraison;
  - confirmation de l'autorisation de l'utilisateur fédéral autorisé pour conclure un contrat
  - acceptation des termes et conditions de l'offre à commandes.
  - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

- les données recueillies et indiquées à l'annexe B – Déclaration de l'offre à commandes, article B1, Collecte de données.

### 6.8.2 Utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire

Pour les commandes subséquentes émises par l'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire, les travaux seront autorisés ou confirmés à l'aide du formulaire PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes à Annexe C.

Ce formulaire se trouve dans le site du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le prix unitaire de chaque article figurant sur la commande subséquente;
- le point de livraison;
- l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

Les commandes subséquentes à l'offre à commandes payées avec une carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent être accordées aux mêmes prix et conditions que tout autre commande subséquente. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

### 6.9 Limite des commandes subséquentes

#### À l'intention des utilisateurs fédéraux:

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400,000.00 \$ (taxes applicables comprises et toutes les modifications apportées au contrat).

Les commandes subséquentes individuelles à l'offre à commandes dépassant 400,000.00 \$ (taxes applicables comprises et toutes les modifications apportées au contrat) doivent être soumises au responsable de l'offre à commandes par l'intermédiaire d'une demande assortie des fonds nécessaires aux fins de traitement.

#### À l'intention des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire :

Si une limitation financière s'applique à une commande subséquente émise par un utilisateur d'ID P/T, qu'elle s'applique sur une base individuelle à chaque commande subséquente ou collectivement pour toutes les commandes subséquentes émises, elle doit être présentée par l'utilisateur d'ID P/T émettant la commande. Lorsque de telles limites financières sont soumises à l'offrant par l'autorité contractante de l'utilisateur d'ID P/T, l'offrant ne doit accepter aucune commande subséquente à l'offre à commandes qui excède cette limitation financière, à moins que l'autorité contractante l'ait expressément autorisé par écrit.

### 6.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 100,000,000.00 \$, (taxes applicables comprises) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 6 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

#### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste ci-après, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste, dans la mesure nécessaire pour éliminer l'incompatibilité :

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les Conditions générales 2009 (2022-01-28), Conditions générales – offres à commandes – biens ou services – utilisateur autorisé, telles que modifiées;
- d) les Conditions générales 2015A (2022-01-28), Conditions générales : Biens – utilisateur autorisé – (Complexité moyenne);
- e) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16) – Logiciels sous licence;
- f) l'annexe A, Énoncé des Besoin;
- g) l'annexe B, Base de paiement;
- h) l'annexe C, PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes;
- i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*).

#### 6.12 Attestations et renseignements supplémentaires

##### 6.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

##### 6.12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

### 6.13 Condition du matériel - contrat

L'entrepreneur doit fournir du matériel neuf, qui fait partie de la production courante et est fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la dernière version du plan applicable, de la spécification et de la description du numéro de pièce, selon le cas, qui était en vigueur à la date de clôture de la soumission.

### 6.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 6.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### 1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### Définitions et interprétation

Définitions. Dans ce contrat, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 modifiée des Conditions Générales 2015A – *conditions générales – biens ou services – utilisateurs autorisés* ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

Autres dispositions d'interprétation. Dans le présent contrat :

1. toutes les références d'une « section », d'un paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice du contrat;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient au contrat dans son ensemble et non à une section ou une partie de celui-ci;

3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie du contrat et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée du contrat ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, à une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à un accord (y compris l'offre à commandes ou le contrat), à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans le présent contrat renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;
9. toutes les références à des jours autres que les jours ouvrables désignent les jours civils;
10. tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

## **2 Clauses et conditions uniformisées**

### **2.1 Conditions générales**

Les Conditions générales [2015A \(2022-01-28\)](#) – biens ou services – utilisateurs autorisés (de faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les articles suivants de 2015A s'appliquent uniquement aux utilisateurs fédéraux désignés.

Article 27 - Honoraires conditionnels

Article 29 - Dispositions en matière d'intégrité – Contrat

Article 31 - Code de conduite de l'approvisionnement

### **2.2 Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16) – Logiciels sous licence s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## **3 Durée du contrat**

### **3.1 Période du contrat**

La durée du contrat s'étendra de la date d'émission d'une commande subséquente à la date de livraison précisée dans la commande subséquente inclusivement, sauf prolongation ou résiliation précoce conformément aux présentes.

### 3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 4 Paiement

### 4.1 Base de paiement

4.1.1 À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de (À insérer par PSPC) \$, comme il est précisé à l'annexe B. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

4.1.2 Aucune augmentation de la responsabilité totale de l'utilisateur autorisé ou du prix des travaux précisés dans toute commande subséquent découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale de l'utilisateur autorisé, en ce qui concerne le dépassement de la commande subséquente, avant d'obtenir par écrit l'approbation de l'autorité contractante. S'il n'y a pas d'approbation et que les travaux sont effectués, ils sont au risque de l'entrepreneur et à ses frais et ne doivent pas être facturés à l'utilisateur autorisé, sauf si convenu par écrit par l'autorité contractante.

4.1.3 Les termes « coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » mentionnés à la page 1 du contrat (ou de la modification au contrat) correspondent à un montant fourni à des fins administratives internes seulement qui est le prix maximal du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'un conseil fiscal de la part du Canada

### 4.2 Limite de prix

L'utilisateur autorisé ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 4.3 Paiement unique

H1000C (2008-05-12) – Paiement unique

## 5 Clauses du Guide des CCUA

B1501C (2008-06-21) Appareillage électrique

B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires

C0100C (2010-01-11) Vérification discrétionnaire des comptes – biens et (ou) services commerciaux

C2000C (2007-11-30) Taxes – entrepreneur établi à l'étranger



C2605C (2008-05-12) Droits de douane et taxes de vente du Canada – entrepreneur établi à l'étranger

D2001C (2007-11-30) Étiquetage

D2025C (2017-08-17) Matériaux d'emballage en bois

D3015C (2014-09-25) Marchandises dangereuses / produits dangereux – conformité de l'étiquetage et de l'emballage

## 6 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## 7 Instructions pour la facturation

- 7.1 L'entrepreneur doit présenter des factures conformes aux dispositions de l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux énumérés dans la facture soient terminés, livrés selon le contrat et acceptés par l'utilisateur autorisé à qui les travaux sont livrés.
- 7.2 Chaque facture doit être accompagnée d'une copie du document de sortie utilisé par l'autorité contractante et de tout autre document mentionné dans le contrat ou pouvant raisonnablement être exigé par l'autorité contractante pour lui permettre de confirmer l'exécution des travaux et de vérifier les montants facturés.
- 7.3 L'entrepreneur doit fournir les factures par des moyens électroniques, sauf stipulation contraire de l'utilisateur autorisé, afin de réduire le nombre de documents imprimés. Si une copie imprimée est demandée, une copie originale doit être fournie à l'autorité contractante.
- 7.4 Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. une (1) copie à l'autorité contractante;
  - b. Une (1) copie au destinataire.

## 8 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C \(2016-01-28\)](#), Assurance – aucune exigence particulière

## 9 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.

- 
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
  - (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
  - (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

N° de l'invitation - Sollicitation No.

E60QD-233104/A

N° de réf. du client - Client Réf. No.

M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID

031qd

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES BESOINS**

N° de l'invitation - Sollicitation No.

E60QD-233104/A

N° de réf. du client - Client Réf. No.

M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID

031qd

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT**

N° de l'invitation - Sollicitation No.

E60QD-233104/A

N° de réf. du client - Client Réf. No.

M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID

031qd

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**ANNEXE « C » Formulaire PWGSC-TPSGC 942- Commande subséquente à une offre à commandes**

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60QD-233104/A  
N° de réf. du client - Client Réf. No.  
M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID  
031qd  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « D » Instruments de paiement électronique**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

---

**ANNEXE « E » Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi**

**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –  
ATTESTATION**

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, pourra mettre de côté une offre à commandes, ou mettra l'entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la durée de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la DOC sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.
- ☐ A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et
  - ☐ A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

**OU**

- ☐ A5.2. L'offrant a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

E60QD-233104/A

N° de réf. du client - Client Réf. No.

M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID

031qd

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

**OU**

☐ B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez l'article sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60QD-233104/A  
N° de réf. du client - Client Réf. No.  
M7594-220188

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
E60QD-233104/A

Id de l'acheteur - Buyer ID  
031qd  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**ANNEXE « F-1 » Single Band Mandatory Compliance Matrix\_Matrice obligatoire de bande unique  
29Oct22**

**ANNEXE « F-2 » Double Band Mandatory Compliance Matrix\_Matrice obligatoire de bande double  
29Oct22**

**ANNEXE « F-3 » Multi Band Mandatory Compliance Matrix\_Matrice obligatoire de bande multiple  
29Oct22**

**ANNEXE « F-4 » DVRS Band Mandatory Compliance Matrix\_Matrice obligatoire de DVRS 29Oct22**

**ANNEXE « G-1 » Single Band Rated Matrix\_Matrice cote de bande unique 29Oct22  
ANNEXE « G-2 » Double Band Rated Matrix\_Matrice cote de bande double 29Oct22  
ANNEXE « G-3 » Multi Band Rated Matrix\_Matrice cote de bande multiple 29Oct22  
ANNEXE « G-4 » DVRS Rated Matrix\_Matrice cote de DVRS 29Oct22**

**ANNEXE « H-1 » Single Band Financial Offer Table\_Bande unique table de l'offre financiere**

**ANNEXE « H-2 » Double Band Financial Offer Table\_Bande double table de l'offre financiere**

**ANNEXE « H-3 » Multi Band Financial Offer Table\_Bande multiple table de l'offre financiere**

**ANNEXE « H-4 » DVRS Financial Offer Table\_DVRS table de l'offre financiere**